



Compte-rendu de la mission nationale



1^{er} au 12 octobre 2018

Cette mission rassemblait 15 adhérent-es de l'AFPS venant des Groupes locaux de : Marseille, du Tarn, du Pays de Morlaix, d'Annecy, d'Ardèche-Drôme, de Touraine, du 92 Sud et de Paris Centre.

Tous les participants ont pu rentrer à l'aéroport Ben Gourion sans problème et se sont retrouvés lundi 1^{er} octobre en fin d'après-midi à la Maison d'Abraham à Jérusalem pour rencontrer Issa qui avait organisé notre séjour sur place et nous a présenté le programme.

Mardi 2 octobre – Jérusalem

Esplanade des mosquées.

Nous visitons l'Esplanade des mosquées où se trouvent les mosquées Al Aqsa et mosquée Bleue, cette dernière appelée Dôme du Rocher car elle renferme le rocher à partir duquel le prophète Mahomet se serait élevé vers le ciel.

Pas d'attente importante à l'entrée, nous y étions suffisamment tôt. Doublés quand même sans vergogne par des juifs religieux qui veulent y entrer, ce qui est en principe interdit. L'entrée dans les mosquées elle-même est réservée aux musulmans depuis la 2^{ème} intifada, donc visite impossible. De nombreux espaces, des champs d'olivier, avec des arbres multi centenaires. L'ambiance en ces premières heures est au silence et au recueillement, vu le peu de personnes présentes.

À chaque porte, et dans une tour surplombant l'esplanade, des policiers israéliens armés. L'esplanade semble rester dans Jérusalem un des rares lieux où les palestiniens peuvent encore se sentir chez eux. Partout ailleurs, policiers, militaires et colons à kippa et papillotes leur manifestent un mépris non dissimulé.

Visite de la vieille ville de Jérusalem, avec passage par les toits dans Abad Street. On distingue la grande synagogue, plus haut bâtiment de la ville, construit dans les années 1980.

Archéologie à la Cité de David.

Il s'agit d'un combiné d'archéologie, tourisme et politique. En fait l'archéologie au service du politique. Nous avons pu la visiter avec Gidéon Solimany un archéologue dissident de l'association **Emek Shaveh**.



L'archéologie a été apportée au Moyen Orient par Napoléon et s'est développée en Palestine au milieu du XIX^{ème} siècle.

Les archéologues de cette époque voulaient étudier Jésus et la Bible qui servait de guide pour analyser la région. À l'époque, les fouilles ont été interdites par les ottomans qui occupent toute la région. En Orient, les musées sont très peu utilisés, contrairement à l'Occident, le présent n'étant qu'un instant dans le déroulement du temps.

La cité de David montre bien que, pour Israël, l'histoire se réduit à celle du royaume d'Israël, les autres découvertes sur le site étant carrément négligées. C'est ainsi que les fouilles ont éliminé sans analyse toutes les couches supérieures du sol qui ne semblaient pas avoir de rapport avec l'historique recherché. Aucun élément n'a été relevé sur la présence en ce lieu des Byzantins, des Grecs, ni des populations locales ultérieures.

L'histoire de la cité de David située près de la Dun Gate (Porte des immondices en français) peut se décomposer ainsi :

- Annexion du site par Israël.
- Transformation en parc national.
- On fait de gros trous.
- La gestion est confiée à un organisme juif.
- Expulsion des palestiniens résidant sur le site par achat des maisons, afin d'y installer des colons juifs.
- Éducation des guides officiels sur la base de l'histoire élaborée par les autorités.
- Promotion des visites : écoles, militaires, touristes, israéliens.
- Ils tordent l'histoire

Le site a été déclaré comme étant de la période du roi David, sans que le niveau du sol ait été atteint, contrairement aux règles scientifiques admises en archéologie.

Aujourd'hui, sans qu'il ait été exploité à fond, l'État israélien a fait de ce site un lieu touristique. Les archéologues ont de ce fait une grosse responsabilité politique. On a trouvé sur le site des objets, poteries, verre, etc., laissés par les gens ayant vécu sur place.

Mais rien ne vient en réalité confirmer le lien avec la période du roi David, la tradition faisant remonter son règne au X^{ème} sBC (siècle Before Christ), alors que les correspondances trouvées sur place rattachent le site à la période du VIII^{ème} au VI^{ème} sBC.

Pour avoir une idée de la vérité sur les découvertes archéologiques concernées, on peut aussi se poser la question des financements apportés. C'est ainsi qu'un Rothschild, gros contributeur financier a pu annoncer (sans preuve) avoir trouvé la tombe du roi David.

Nous remontons vers la ville par Ma'alot David St, rue sous laquelle se trouve en construction un ascenseur (funiculaire ?) qui permettra de passer directement du fond de la vallée du Cédron où se trouve le bassin de Siloé jusqu'à proximité du mur occidental (des lamentations). Ceci est fait sans grand souci des maisons palestiniennes



Mercredi 3 octobre – Tel Aviv - Jaffa

Départ vers Tel Aviv.

Nous traversons des quartiers arabes de Jérusalem, qu'Israël cherche à faire sortir des limites de la municipalité dans le but démographique de diminuer la proportion d'arabes à Jérusalem, et donc d'augmenter parallèlement la proportion de population juive. Ceci nous sera montré à plusieurs reprises au cours de notre séjour.

situées au-dessus, dont certaines sont déstabilisées par ces travaux.

L'objectif est de se replacer dans la situation des périodes où selon la Bible, les juifs pouvaient aller directement de la source de Silwan aux lieux saints. Silwan est un quartier situé au sud-est de la vieille ville de Jérusalem, à majorité arabe, avec quelques implantations de colons israéliens matérialisées par la présence d'un drapeau à l'étoile bleue.

Les habitants de ce quartier, qui fait partie de la municipalité de Jérusalem, paient des impôts au même titre que les israéliens voisins, mais ne bénéficient pas du tout des mêmes prestations au niveau social, environnemental, etc.

Les Palestiniens essaient de s'organiser pour pallier ce manque de services publics. Conclusion de notre guide archéologue israélien : *Les populations locales devraient elles même servir de guides, le quartier pourrait devenir un lieu touristique au bénéfice de ses habitants, mais s'agissant de populations arabes, ce n'est pas du tout traité en ce sens. On fait ici une archéologie de "merde", à visée politique, sans aucune objectivité, volonté de vérité, ou éthique professionnelle.*

Il n'y a plus aucun archéologue étranger depuis l'annexion de Jérusalem par l'État d'Israël. Les archéologues qui veulent exprimer la vérité risquent d'être exclus de toute recherche.

Constatation personnelle : à part dans les rues de Jérusalem, où les israéliens sont bien visibles, les populations occupantes (colons habitant Jérusalem Est) semblent assiégées dans leurs maisons équipées de caméras de surveillance, de grilles et de portes blindées !

Rencontre avec l'Association De-Colonizer

L'ONG De-Colonizer, créée en 2015 par Éléonore et Eitan BRONSTEIN avec l'objectif de faire un lien entre recherche et militantisme. Nous avons pu écouter Éléonore nous parler de leur travail d'Israéliens au sein d'une société israélienne qui méconnaît (idéalise ?) l'histoire du sionisme et de l'État d'Israël.

Attention au vocabulaire utilisé, toute erreur, imprécision, sera exploitée par nos adversaires dans le but de décrédibiliser notre combat. Ex : Juif, israélien, sioniste. De même, éviter de parler des "arabes de 48", mais plutôt de "Palestiniens en Israël". D'autre part, ne JAMAIS rien laisser passer en termes d'antisémitisme pour les mêmes raisons.

En tant qu'israélien, trois possibilités s'offrent à eux par rapport au sionisme, qui est un projet colonial fait au nom de tous les Juifs :

- On est d'accord avec cette colonisation.
- On se tait, ce qui revient à collaborer à ce projet.
- On se lève et on résiste.

Bien entendu De-Colonizer a choisi la troisième solution.

Toujours à propos de vocabulaire, le conflit israélo-palestinien n'existe pas. Il s'agit d'un conflit colonial, avec un colonisateur et un colonisé, qui ne bénéficient pas du tout des mêmes droits et dont les forces (à tout point de vue) ne sont pas du tout comparables. De-Colonizer a donc décidé de travailler en hébreu pour informer la société israélienne de la situation réelle.

L'origine du problème est sans conteste la Nakba dont l'épisode le plus violent a eu lieu en 1948, mais qui a commencé avec l'apparition du sionisme et qui se continue de nos jours.

Les colons sont aussi ces israéliens qui habitent en Israël même à la place ou à côté des anciens villages palestiniens dont beaucoup ont été détruits. Un remodelage complet du paysage a été effectué en plantant par exemple des forêts, modifiant ainsi l'espace et effaçant le paysage originel. Israël est un pays à tendance raciste, ce qui apparaît sans conteste avec les arabes, mais aussi avec les mizrahim, mot désignant tous les juifs non ashkénazes.

Les premiers sionistes furent ces ashkénazes originaires des pays de l'est de l'Europe qui subissaient pogrom sur pogrom dans leurs pays, et

pour lesquels un état juif pouvait apparaître comme la solution. Les juifs d'Afrique du nord et du Moyen Orient sont venus par la suite, parfois forcés (voir la responsabilité du Mossad dans l'exil des juifs irakiens). À ce jour, ces mizrahim sont en train d'être expulsés par la gentrification des villes israéliennes, phénomène particulièrement important à Tel Aviv. Contrairement aux ashkénazes, les mizrahim n'ont aucun titre de propriété de leur habitation qui leur a été affectée dans le but d'occuper le terrain à la place des arabes qui étaient chassés. Ce qui signifie que le jour où leur présence n'est plus souhaitée, il est aisé de les en chasser.

La Nakba est aujourd'hui l'histoire des victimes (arabes), l'objectif de De-Colonizer est d'en faire aussi celle des bourreaux (Israéliens).



Mais le travail d'un anti sioniste en Israël est très compliqué, ayant fait l'objet de menaces de mort. Trois organisations israéliennes seulement, soutiennent actuellement la campagne BDS, parce qu'il s'agit d'une campagne non violente choisie par les palestiniens eux-mêmes. Par exemple, en 2011, Israël a voté une loi Nakba qui interdit de la commémorer. À ce jour, le ciment qui maintient (pour combien de temps ?) la société israélienne dans toutes ses composantes, est la peur de l'autre (l'arabe). Israël a peur et se cadenasse par des lois d'apartheid.

Éléonore nous présente ensuite une vidéo de Jonathan Shapira, pilote dans l'armée israélienne, donc super héros pour une population qui se voit comme assiégée par des voisins arabes, avec une petite armée pour la protéger. Puis une vidéo d'une de leurs actions dans la rue, filmée le jour anniversaire de l'indépendance d'Israël, vidéo dans laquelle ils lisent des textes parlant de la Nakba extraits de leur dernier livre. La réaction des gens est emblématique du rejet de sa responsabilité par la société israélienne.

Dans sa fréquentation des deux sociétés, israélienne et palestinienne, la possibilité de vivre ensemble est beaucoup plus évoquée par les Palestiniens que par les Israéliens. La pression de la société en faveur de l'armée est énorme, ce qui explique la facilité avec laquelle les jeunes à l'âge de 18 ans partent faire leurs 3 années d'armée (2 années pour les femmes). À partir de leur plus jeune âge, les enfants reçoivent à l'école des consignes pour, par exemple, acheter des bonbons et les envoyer aux soldats en remerciement pour leur défense du pays.

À propos des binationaux, il est aussi emblématique que la France accepte que ses ressortissants puissent effectuer le service militaire en Israël, ce qui serait intolérable s'agissant de binationaux franco-syriens par exemple.

À noter cependant que 25% des jeunes juifs ne font pas l'armée, la plupart ultra religieux, dispensés de cette tâche.

On parle beaucoup en Israël de l'alya (montée en Israël), mais très peu de l'opération inverse qui consiste à quitter le pays pour aller vivre ailleurs.

Berlin est une destination très prisée des jeunes israéliens pour son ouverture, qui en fait la ville où l'on trouve le plus de jeunes israéliens.

Tant que les pressions (internationales) seront insuffisantes, il n'y a aucune raison pour que les israéliens renoncent à leurs privilèges. Aucun cas dans l'histoire ne montre une société ayant renoncé à des privilèges de son plein gré.

C'est donc à vous (venant de l'extérieur) de pousser à des sanctions envers Israël pour le forcer à respecter les droits des palestiniens.

L'Autorité Palestinienne baisse la tête, ce qui ne l'empêche cependant pas de se faire couper les vivres.

Le boycott demandé par BDS doit s'appliquer à tous les domaines, y compris le domaine culturel, l'image du pays étant plus importante pour Israël que les pertes de revenu dues à un boycott économique sans grand impact.

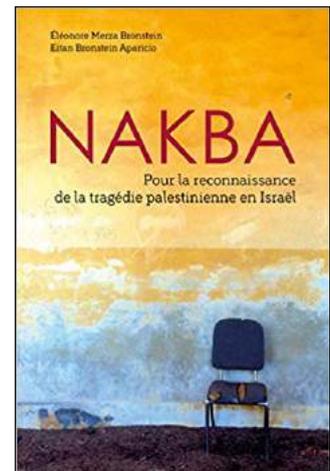
Le boycott universitaire également est important, l'université de Tel Aviv par exemple nie l'histoire en ne citant jamais la Nakba.

Le livre de De-Colonizer sur la Nakba.

De-Colonizer ne touche bien sûr aucun subside de la part d'Israël. Mais une loi récente oblige les ONG œuvrant en Israël de déclarer les contributions reçues, a priori dans le but d'identifier les donateurs, et peut être les empêcher d'entrer dans le pays.

Pour contourner le problème et pouvoir garder confidentiels les identités de ses soutiens, De-Colonizer a créé en France une association "Les ami-e-s de De-Colonizer", qui sera la seule entité signalée aux autorités, protégeant ainsi leurs soutiens.

Le livre est de préférence à commander directement chez De-Colonizer qui a passé un accord avec son éditeur pour récupérer la moitié du prix de vente dans le cas de vente directe.



Après-midi

Visite rapide de Jaffa avec Éléonore. Jaffa a conservé une âme orientale au niveau de l'architecture, par contre Tel Aviv a tout d'une ville occidentale, avec un panache important de langues étrangères.

Déplacement jusqu'à Ramallah. On passe par une route encadrée de barbelés, donc réservée aux israéliens, ou plutôt ceux qui ont une voiture à plaques jaunes ayant l'autorisation d'aller à Jérusalem.

Nous constatons immédiatement une différence entre les villages palestiniens et les colonies dans l'architecture, les seconds ayant reproduit ce qu'ils connaissaient dans leur pays d'origine, des maisons aux toits pentus recouverts de tuiles rouges, alors que les toits palestiniens sont plats et blancs.

Arrivée à Ramallah.

Très grosse surprise de voir le nombre de chantiers en cours. Il s'agit en fait de grands immeubles pour la plupart,

les terrains à construire étant de plus en plus réduits, les constructions se font en hauteur.

On voit également nombre de grandes maisons particulières. Peut-être dû à la taille des familles palestiniennes et aux liens de solidarité forte existant dans la famille.



La ville grouille de monde, avec une ambiance beaucoup plus souriante et gaie qu'à Jérusalem. La ville est moins oppressante, certainement du fait de l'absence des israéliens, policiers, militaires et colons.

Jeudi 4 octobre – Ramallah

20 km au nord de Jérusalem : 240 000 habitants, mais seulement 140 000 le week-end. Une ville qui se développe, parfois au détriment des autres villes, la présence de l'Autorité Palestinienne et son budget important étant responsables de cette différence. Ici, on est en zone A (contrôle palestinien) qui représente 19% de la Cisjordanie. (20% pour la zone B). Le développement de la ville se fait verticalement, sans espaces verts.

Zone nord-ouest de Jérusalem, il y a 18 villages en cours d'enfermement.

De nombreux bâtiments sont construits sans permis, et Israël pour l'instant laisse faire, en se laissant la possibilité un jour de les faire démolir. Les palestiniens sont placés, voire regroupés à l'extérieur de Jérusalem par la construction du mur. Ils payent les mêmes taxes que les israéliens, mais sans bénéficier des mêmes services.

Cette façon de faire sortir certains villages palestiniens des limites administratives de Jérusalem a pour but de limiter, voire diminuer le pourcentage de population arabe pour justifier du caractère juif de la ville.

Matin – Visite du Mur

Qalandiya : en 2016, 30 logements ont été détruits en pleine nuit, sans que les habitants aient été prévenus. Ils n'ont donc pu récupérer qu'un minimum d'affaires personnelles. L'école du village a été séparée des habitations par le mur. Ainsi confisquée, elle a été intégrée à la zone industrielle israélienne. Les maisons proches du mur ont été détruites pour des raisons de sécurité.

Nous passons sous un tunnel proche du checkpoint de Qalandiya. Ce tunnel est un des deux seuls passages accessibles aux palestiniens habitants dans cette zone

enclavée. La fermeture de ces tunnels permet de fermer et contrôler entièrement cette zone en cas de problème du point de vue israélien.

https://en.wikipedia.org/wiki/File:East_Jerusalem_enclaves.jpg

Nous tournons à droite vers Bir Nabala. Cette route vers l'est traverse une zone autrefois très active proche de la zone industrielle israélienne de Atarot.

Avant d'arriver à cette zone, le mur ferme maintenant complètement la route. De ce fait, le village à cet endroit est complètement désert et mort, les maisons, les ateliers, les commerces ayant été délaissés par leurs propriétaires qui ont perdu leur travail, ou devaient faire de gros détours pour aller travailler. Ainsi, pour rejoindre Atarot, les gens qui, avant la construction du mur mettaient ¼ heure, ont vu leur trajet s'allonger à 2 heures.

La construction du "Mur de Sécurité", ou "Mur de Séparation", n'est en définitive qu'une appellation destinée à faire croire que la sécurité d'Israël est à ce prix. Et pourtant :



- Elle n'a jamais vraiment été menacée.
- Ce mur ne sert qu'à exclure les palestiniens de certaines zones afin de garder le caractère juif de ces zones.
- Il sépare aussi les palestiniens les uns des autres, ainsi que de leurs voisins juifs.
- Il permet de voler les terres des agriculteurs palestiniens sous couvert de sécurité.
- Il n'empêche pas de satisfaire les besoins israéliens en main d'œuvre, puisque 10 000 travailleurs clandestins le traversent chaque jour.

Plus loin, nous traversons un tunnel de 1 km de long passant sous une colonie israélienne. Cette route qui séparait deux colonies (Har Smuel et Giv'on) permet aujourd'hui d'assurer une continuité du territoire dévolu à Jérusalem, en excluant les palestiniens.

Visite du musée Mahmoud DARWICH.

Monument imposant dominant Ramallah avec vue sur Jérusalem abritant un petit musée dédié au grand poète palestinien.

Rencontre avec le Club des prisonniers



Nous sommes reçus par **Kadoura Fares**, qui préside le Club des Prisonniers. C'est un militant de longue date, ce qui lui a valu de passer 14 ans en prison ; ancien membre du Conseil Législatif Palestinien à l'époque de Yasser Arafat et ancien ministre dans son gouvernement, il reste un membre actif du Fatah.

Dans son propos préliminaire, il nous indique que *lors de notre séjour, nous serons en capacité de nous rendre compte de la situation en Palestine*. Pour lui, *Israël est un pays fasciste dont le racisme et la politique d'apartheid sont incarnés par le mur, le contrôle des routes et la colonisation qui se répand partout*. Il cite l'exemple d'Hébron comme significatif de cette politique fasciste en rappelant que dans la ville 500 colons imposent leur loi à 300 000 habitant-es...

Le Club des prisonniers est une association d'aide aux prisonniers palestiniens, qui les suit et les accompagne en même temps que leurs familles.

Concernant le nombre des prisonniers, les chiffres donnés par Kadoura Fares sont les suivants :

6 000 hommes
350 enfants
54 femmes dont 2 de moins de 18 ans
350 gazaouis
8 député-es
600 condamnés à perpétuité
600 prisonniers malades ayant besoin de soins
120 prisonniers malades en situation critique.

Il précise que tous les prisonniers subissent une politique de négligence médicale généralisée.

Ensuite, notre interlocuteur aborde le problème des violences commises par l'armée israélienne lors d'interpellations musclées comme cela s'est produit deux semaines auparavant à l'encontre d'un jeune de 24 ans tabassé à mort alors qu'on venait l'arrêter chez lui dans la nuit. Il précise, qu'en 2018, ce sont 3 prisonniers qui ont été assassinés de cette façon.

L'État israélien, qui ne respecte aucun droit pour les prisonniers a été dénoncé par une association d'avocats dans un rapport qui réclame au gouvernement l'application du droit international. Ce rapport dénonce :

- la mauvaise qualité des repas

- le manque d'espace vital dans les cellules, l'aération... Ainsi dans les prisons israéliennes chaque détenu dispose en moyenne de 1,8 m² d'espace vital alors que le droit international en réclame 8 m².

- les mauvais traitements assimilables à de la torture à l'encontre de plus de 85% des détenus palestiniens.

- les punitions collectives à l'encontre des familles de prisonniers. Kadoura Fares, nous donne l'exemple d'une famille du camp d'Al-Amari (Ramallah). Sur 10 enfants, 5 ont été condamnés à perpétuité, un a été tué et un autre est en détention administrative... La maison de la famille a été détruite 3 fois. Aujourd'hui, les autorités israéliennes ont décidé de démolir le 4^{ème} et... le 2^{ème} étage de l'immeuble occupé par cette famille dans le camp ! Ce qui n'a pas empêché Lieberman de faire appel de la décision pour obtenir la destruction complète de l'immeuble ! Sans grand espoir d'y parvenir, l'association tente d'obtenir l'annulation de cette énième destruction. « *Aucun autre pays coupe des arbres ou détruit des maisons pour punir la famille d'un résistant !* » ajoute Kadoura Fares.

Notre interlocuteur estime que *traditionnellement les juges israéliens sont plutôt « ouverts » sur les sanctions infligées mais, aujourd'hui, les ministres de la justice (Ayelet Shaked) et de la défense (Avigdor Liberman) représentants de l'extrême droite israélienne ont réussi à nommer des juges à leur image. Même l'ancien Premier Ministre, Ehud Barak, reconnaît qu'il y a des « fascistes au gouvernement ».*

« *La situation actuelle est dangereuse dans les prisons israéliennes. Ainsi, quand les avocats israéliens ont réclamé une amélioration des conditions de vie des prisonniers, la décision gouvernementale a été de les dégrader un peu plus. Les livres ont été confisqués dans les cellules.*

Sur Gaza : « *Israël a quitté Gaza en fermant la porte en 2009 et a emporté les clefs ! Aujourd'hui, combien de Gazaouis ont été tués et blessés depuis mars dernier et les marches du retour ? Ils ont des avions F-35 mais accusent de terrorisme les Gazaouis qui utilisent des cerfs-volants ! C'est le genre de comparaison qu'on peut généraliser à tous les niveaux quand on parle de la Palestine. Ils refusent la paix, mais cette situation ne pourra pas durer longtemps. Il risque d'y avoir une nouvelle explosion. Peut-être une nouvelle guerre à Gaza avec de nouveaux massacres... »*

La veille de notre rencontre, il était dans le camp de réfugiés de Balata (Naplouse) où vivent 35 000 personnes sur une surface de 2,5 kilomètres carrés. Il met ce chiffre en rapport avec le fait qu'aujourd'hui Trump voudrait que le statut de réfugiés soit réservé uniquement aux survivants de 1948 (quelques dizaines de milliers) et surtout pas à leurs descendants. « *Avec cette politique, ils vont semer la misère et la désespérance pour des milliers de personnes. Depuis le début de l'occupation israélienne, pas une journée ne se passe sans arrestation, sans*

destruction, sans harcèlement, sans victime. Tout cela génère de la colère et du désespoir. Le seul Premier Ministre israélien qui voulait la paix a été assassiné. Et aujourd'hui, la majorité des israéliens ne veut plus la paix. ».

Dans l'échange qui a suivi son intervention, Kadoura Fares, revient sur le travail mené par son association. Il s'agit principalement d'un accompagnement des familles et d'un soutien juridique dès le premier jour de l'arrestation des personnes incarcérées.

- le Club des prisonniers propose des avocats et sert aussi d'interlocuteur avec les autorités israéliennes.

- ils produisent des rapports quasi-quotidiens sur la situation des prisonniers auprès des organismes internationaux.

-ils font aussi de la formation professionnelle pour les sortants de prison, pour cela, le Club a mis en place un Lycée Technique.

- surtout, ils font tout ce qu'ils peuvent pour aider les familles désorganisées par l'arrestation d'un de ses membres.

Notre échange avec Kadoura Fares s'arrête sur deux ultimes questions.

L'une concernant un éventuel statut particulier pour les députés-es emprisonnés-es ?

« Leur situation est la même que celle de n'importe lequel des autres prisonniers, de toute façon, ils sont considérés comme des terroristes par Israël ! »

L'autre sur une éventuelle distinction entre prisonniers politiques et droits communs ?

« Israël ne reconnaît pas la notion de prisonniers politiques ; pour les autorités, il n'y a que des droits communs ou des terroristes ! »



Après avoir pris un excellent repas dans une coopérative de femmes travaillant dans la confection textile, nous nous mettons en route pour :

Une visite du mausolée et du musée Arafat.

Bâtiment grandiose pour ce mausolée d'Arafat, qui jouxte celui de la Mouqataa où Yasser Arafat a été assiégé par l'armée israélienne pendant presque 3 ans à partir de décembre 2001, après que Sharon ait enterré les accords d'Oslo lors de sa prise de pouvoir.



Pour aller sur le site du Musée
<http://www.yam.ps/en>

Les pièces qu'il a occupées pendant cette période avec ses proches collaborateurs et ses gardes du corps ont été conservées telles quelles, et font partie d'un musée qui retrace l'histoire de la résistance

palestinienne, dont Arafat a été un des acteurs majeurs, quelles que soient les erreurs de jugement qui peuvent lui être attribuées. À visiter (il faut au moins 2 h.)





Vendredi 5 octobre - Tulkarem

Nous sortons de Ramallah en empruntant une route située en zone C, sous administration et contrôle militaire israélien (zone C = 61% de la Cisjordanie). Toutes les indications sont en hébreu et anglais, aucune indication en arabe, d'ailleurs les villages arabes ne sont pas indiqués sur cette voie, seules les colonies israéliennes le sont.

On est frappé par les grands espaces vides d'habitations, avec ici et là des villages arabes, situés plutôt dans les vallées, villages ouverts sur l'environnement, au moins en apparence, puisque nous nous rendons compte plus tard des difficultés à circuler dans leur environnement des paysans de ces villages.

Également des colonies situées au sommet des collines, d'aspect plus ordonné avec des barres de maisons ou d'immeubles, et qui semblent refermées sur elles même. De loin en loin, un véhicule de l'armée israélienne posté avec des hommes en armes. À certaines intersections, de grands panneaux rouges portant en hébreu et en anglais l'inscription : *“ Cette route conduit en zone A sous autorité palestinienne. L'entrée pour les citoyens israéliens est interdite. C'est dangereux pour votre vie et contraire aux lois israéliennes.”* Un bon moyen pour entretenir la peur et éviter que les populations ne se rencontrent.

Dans les champs, nous voyons que la récolte des olives a commencé, mais l'activité semble réduite avec très peu de travailleurs dans les champs par rapport aux surfaces plantées.



Ferme Akoritna (La Terre en arabe)

Nous rencontrons Fayez Taneeb, propriétaire de la ferme Akoritna qui nous fait découvrir dans un premier temps l'environnement dans lequel il évolue, à proximité immédiate d'Israël dont il est séparé par le mur.

La construction du mur a démarré ici à Tulkarem en avril 2002, lors de la 2^{ème} intifada. Fayez nous explique les différentes sortes de mur existantes, barbelés farcis de capteurs avec une route réservée aux militaires ou mur en béton.

Tulkarem constitue le principal point de passage pour les Palestiniens travaillant en Israël.



60% d'entre eux passent par ce check point. Également la plupart des marchandises échangées entre Israéliens et Palestiniens passent par le gigantesque terminal routier de Tulkarem. Dans ce terminal, tout est contrôlé, et les marchandises sont transférées d'un camion israélien à un camion palestinien pour les importations, et inversement pour les exportations.

À l'endroit où nous nous trouvons, le mur a coupé en deux le village palestinien de Falamieh qui se trouvait pourtant à l'intérieur de la ligne verte, cette ligne de cessez le feu qui matérialisait la frontière de l'État d'Israël de 1948 à 1967. À l'intérieur du mur, côté palestinien, les maisons qui se trouvaient près du mur ont été détruites après un préavis de 48h. Ainsi, 18 maisons du village ont été détruites en 2005 et 2006. Après 1967, Israël a commencé à détruire les maisons palestiniennes qui gênaient son expansion, mais ces destructions se sont faites à bas bruit, une maison à la fois pour éviter des réactions indésirables et en minimiser l'ampleur.

Lors de la construction du mur les terres agricoles ont été dévastées de leurs cultures par l'armée. Fayez nous présente une photo montrant les terres avant et après la construction du mur : une campagne verdoyante avec des arbres rasés en 3 mois.

La construction du mur a été l'occasion pour Israël d'accaparer des terres situées en territoire palestinien, et donc de les annexer de fait.

Par exemple le village de Baqa situé au nord de Tulkarem à l'intérieur de la ligne verte a été séparé en deux par la construction du mur, Israël souhaitant récupérer 3 villages qui possédaient une richesse importante en eau. Suite à une plainte auprès de la cour de justice de la Haye, Israël a dû déplacer le mur, non sans avoir auparavant démoli le château d'eau du village.



Du fait du mur qui complique énormément les déplacements, toute la vie économique est en régression. Fayez nous montre comment le village a été séparé en deux parties et raconte des drames personnels parmi ceux provoqués par le mur. Une maison à moitié détruite pour ne pas toucher le mur. Six maisons qui ont été séparées du reste du village par le mur, mais rattachées au côté palestinien suite à une décision de justice. Les occupants disposent d'un check point automatisé pour leur permettre d'accéder au village. Des maisons démolies parce que trop proches du mur. Des familles de jeunes mariés qui ont été séparées par le mur. A la naissance du premier enfant les grands-parents paternels ont mis 2h pour aller le voir, alors qu'ils habitent à 500m de leurs enfants. Une maison appartenant à l'instituteur et proche du mur. La chambre des enfants (3 et 10 ans) est éclairée toute la nuit par des projecteurs situés sur le mur. Une maison dont le propriétaire a dû accepter que le dernier étage serve de mirador pour l'armée, afin qu'elle ne soit pas détruite.

Avant de poursuivre la visite à la ferme, Mouna, la femme de Fayez nous sert un repas très copieux et délicieux.

Visite de l'exploitation agricole Akoritna

Fayez nous montre son exploitation convertie à l'agriculture biologique, pour des raisons économiques (moins d'intrants et pas de système de subvention) et d'autonomie, seul moyen de résister à la pression d'Israël qui cherche à tuer l'économie palestinienne en rendant la vie des agriculteurs difficile, une façon comme une autre de les forcer à partir ailleurs. Il nous montre une serre dans laquelle il cultive des tomates avec le sol recouvert d'un plastique noir qui garde la terre humide, un arrosage goutte à goutte pour économiser l'eau. Sous la serre, la température peut monter jusqu'à 70°, ce qui empêche l'apparition de maladies.

Tous les produits alimentaires doivent être achetés à l'occupant, très cher, alors que la production locale ne peut être vendue qu'en Palestine, et plutôt bon marché.

Une particularité de l'exploitation est qu'elle est coincée entre le mur et une usine chimique de recyclage de plastiques qui a été installée en Cisjordanie avant la construction du mur. Elle a la particularité de ne pas fonctionner lorsque souffle le vent d'est qui charrie les odeurs vers le territoire israélien.

Fayez lutte depuis 30 ans contre cette usine, de façon non violente. Il cite Mandela, Gandhi, Martin Luther King, la lutte du Larzac. Aujourd'hui, il a décidé de lutter en passant à l'agriculture biologique et en militant auprès de ses voisins pour qu'ils suivent eux aussi cette voie mais l'adhésion des autres agriculteurs est très compliquée. Il revendique son droit à la terre, à l'eau et à l'énergie (un autre cheval de bataille), et est bien décidé à boycotter le capitalisme en organisant son autonomie. Pour arriver à une autonomie énergétique, il expérimente un digesteur qui produit du biogaz.

Pour ne pas gaspiller des légumes et fruits lorsque les récoltes sont trop abondantes ou que les prix sont trop bas, il a entrepris de les faire sécher dans des séchoirs conçus par ses soins.

"L'eau, c'est la vie" aime-t-il à répéter. L'eau est effectivement un problème crucial en Palestine. L'eau de Cisjordanie a été privatisée par Israël au profit des colonies, de leur agriculture, et des villes israéliennes. 60% de l'eau potable consommée à Tel Aviv provient de Cisjordanie. 92% de l'eau consommée en Cisjordanie est exploitée et revendue par la société israélienne Mekorot. Chaque point d'eau est contrôlé et géré par Israël. Les Palestiniens n'ont pas le droit de construire des puits, ni de les réparer lorsque l'armée les détruit. La mise en œuvre de l'aquaponie sur son exploitation lui permettra de récupérer de l'eau de pluie et la rosée, afin d'être autonome et de ne plus dépendre du colonisateur.

L'usine chimique a été déplacée en territoire palestinien suite à une plainte des populations israéliennes qui n'en voulaient pas. Depuis 1984, les taux de cancer ont augmenté considérablement. Il s'agit bien d'apartheid qui réserve la pollution à certaines populations.



Après le repas du soir toujours aussi copieux, Favez continue à nous parler de ses projets, tournés principalement vers l'amélioration de son exploitation, tout autre combat lui semblant à présent vain et trop

difficile. Il nous avoue qu'il aurait déjà abandonné la lutte sans la présence de sa femme Mouna qui le soutient et qui l'a remplacé lorsqu'il était en prison. Nous passons la nuit sur place.



Samedi 6 octobre – Kafr Qadum – Naplouse

Rencontre avec le Comité Populaire de Kafr Qadum

Pour y accéder, nous passons sous une route réservée aux israéliens. Les responsables du village sont ravis de notre visite. Ils nous reçoivent dans les locaux municipaux. Murad Shtaiwi qui devait nous accueillir se trouve à l'hôpital, au chevet de son fils blessé la veille par une balle israélienne lors d'une manifestation.

Depuis l'implantation d'une colonie dotée d'une base militaire particulièrement agressive les habitants de Kafr Qadum vivent dans une grande souffrance.

La route qui reliait Kafr Qadum à Naplouse (Nablus), la ville importante la plus proche, a été détruite par le pouvoir israélien obligeant les habitants à emprunter des routes de contournement de la colonie. Ce qui prenait 15 mn prend aujourd'hui au minimum 40 mn, le coût de transport a considérablement augmenté jusque représenter 2/3 du salaire. Depuis 2011, les habitants manifestent régulièrement pour la réouverture de la route se heurtant à une répression d'une extrême violence (une centaine de morts, une centaine de prisonniers, les enfants et les personnes âgées ne sont pas épargnées).



La ville est étouffée : économie anéantie, humiliation de la population tout particulièrement des femmes et des enfants. Une campagne indigne d'intimidation des jeunes est menée par des distributions de tracts avec leur photo et des menaces. La première ressource de la ville est l'huile d'olive mais les colons interdisent l'accès aux champs proches de la colonie.



L'objectif d'Israël est de faire partir les habitants mais malgré la répression et les difficultés la population résiste et se tient solidaire. Le Comité Populaire souhaite que nous alertions sur les droits de l'enfant en France. Nous nous déplaçons sur la route qui a été coupée et allons jusqu'à la barrière se trouvant à environ 200 m des dernières maisons, encore loin de la colonie. 3 mn après avoir atteint la barrière, une jeep militaire arrive et notre accompagnateur nous demande de revenir vers le village.

Naplouse et le camp de Balata

Nous sommes attendus par notre guide francophone Ma'ali Hassanien à l'entrée du camp de réfugiés de Balata où 30 000 habitants se pressent sur 1 km².



L'UNWRA gère ce camp, sur un terrain loué pour une durée de 99 ans. Certains habitants de ce camp, dont les parents de Ma'ali sont réfugiés trois fois.

Il y a un centre médical, mais pas ou peu de travail, et l'occupant israélien investit parfois le camp comme en 1987 et 2000 lors des intifadas. Les rues sont très étroites, et les chars passent alors à travers les maisons pour avancer dans le camp. Ce fut le cas en 2002 où beaucoup de maisons ont été détruites ou abîmées. Cette année-là, les réfugiés habitant le camp ont été bloqués chez eux pendant 2 mois, et devaient se cacher des snipers israéliens pour chercher de la nourriture. Souffrance permanente pour les habitants qui sont dans l'attente de la prochaine invasion.

La vie dans un camp n'est pas une vie. C'est de la survie. Il n'y a aucune intimité, pas de liberté, du bruit en permanence. Tout ceci n'empêche pas la population d'être

très éduquée, avec un niveau d'analphabétisme très faible. Mais il n'y a pas de travail.

Les murs sont couverts de photos de martyrs. Exemple, cette mère de 4 enfants qui a été emprisonnée pendant 5 ans et qui est décédée peu après sa sortie. La ville de Naplouse accueille une communauté importante de samaritains appréciés des Palestiniens israéliens car ils pratiquent des prix beaucoup plus bas qu'en Israël. Nous visitons une savonnerie, une mosquée, un hammam et déambulons dans le souk très animé où nous dégustons un knafeh (spécialité de Naplouse) avant notre retour sur Ramallah.



Dimanche 7 octobre – Marche et Vallée du Jourdain

Très belle randonnée le matin dans le Wadi Qelt sur un itinéraire du désert de Judée parsemé de vestiges d'aqueducs pour parvenir au monastère Saint Georges de Choziba (d'après la légende chrétienne c'est ici qu'Anne, l'épouse stérile de St Joachim aurait donné naissance à Marie, la mère de Jésus)

La ville de Jéricho (qui fut après les accords d'Oslo la première ville autonome de Cisjordanie) est située à proximité de la Mer morte et de la Jordanie. Après 1948, plusieurs milliers de réfugiés sont venus s'installer aux alentours notamment au camp d'Aqabat Jaber.

La vallée du Jourdain est très fertile et compte de nombreuses cultures et vergers. Ici encore les terres et les sources d'eau sont confisquées par les colons israéliens. Les terres palestiniennes étant en zone C, la précarité des constructions et des cultures demeure une des réalités de l'occupation. La vallée comporte 35 colonies abritant 10 000 colons, ceux qui utilisent 93% de l'eau, alors que les



56 000 palestiniens utilisent 7% de l'eau, et disposent de moins de 20% de la terre.

Nous avons rencontré les représentants de l'association Ma'an qui gère plusieurs projets de développement soutenus par des groupes locaux de l'AFPS. Ainsi nous avons visité la chambre froide de la coopérative de dattes à Al Jiftlik située à proximité des riches terres des colonies israéliennes. Elle permet de stocker les dattes en période de prix bas, et de pouvoir attendre que les prix remontent pour les vendre. Utilisé par de petits producteurs en coopérative, ce système leur laisse une plus grande indépendance.

Le projet a fourni aux paysans 600 arbres dattiers, en remplacement de cultures antérieures, car du fait de l'épuisement des ressources en eau, celle-ci est de plus en plus saumâtre, ce qui convient assez bien à cette espèce. La coopérative "Les familles de Jiftlik", créée en 2016, regroupe 41 petits producteurs (300 personnes) qui cultivent des dattes et élèvent des chèvres. Elle possède une usine d'emballage de raisin et une usine qui fabrique des aliments pour le bétail. Des projets avec l'AFPS



prévoient de monter des lignes de tri, des frigos, et de fournir des tracteurs et des chariots élévateurs.

Nous avons également rendu visite au campement de bédouins vers Al Auja, population très démunie où là aussi se réalise un projet (AFPS Auvergne-Rhône Alpes) de rénovation des maisons. Ce village illustre bien la politique d'apartheid menée par Israël. Il comporte 5 familles pour 750 habitants, et ressemble plus à un bidonville au milieu de nulle part qu'à un village. Nous aurons vite l'explication de cette situation. Les constructions sont interdites par l'armée car on est en zone C. Il n'y a donc pas d'école.

Israël a décrété en 67 que la zone est une réserve naturelle, lui permettant de geler toutes les constructions. Il y a bien une source historique au-dessus du village qui fournissait 1 000 m³/h, mais elle est actuellement contrôlée par Israël. Et comme toujours nous avons constaté la dignité de ces paysans et de ces bédouins qui ne demandent qu'à vivre sur leurs terres...



Lundi 8 octobre – Khan al-Ahmar – Jérusalem-Est

Village bédouin de Khan al-Ahmar.



Ce village est en sursis depuis que la cour suprême israélienne a validé sa démolition et le déménagement des bédouins à plusieurs kilomètres, entre une décharge et une usine de traitement des eaux usées. Il a été plusieurs fois détruit en partie par l'armée israélienne et reconstruit. En juillet, 8 consuls généraux de pays européens sont venus sur place pour protester contre la volonté affirmée de nombreuses fois du gouvernement israélien de procéder à l'expulsion des bédouins.

Quand nous arrivons, des délégations de soutien venues de villages palestiniens campent sur place pour pouvoir réagir au plus vite en cas d'intervention des bulldozers israéliens.

Le chef du village nous expose la situation :

. On était là avant l'occupation et on a besoin d'espace pour nos bêtes.

. Depuis 1967 et l'occupation, la zone a été déclarée zone militaire.

. Jusqu'en 1975, on pouvait négocier avec les soldats. Ensuite, les terres environnantes ont été données aux colons, qui sont beaucoup plus agressifs.

. À 1 km de notre village se trouve une colonie (Kfar Adumim) où habitent 4 députés, le ministre du logement, l'ambassadeur d'Israël aux USA, la fille de Begin, l'architecte du mur d'apartheid, le directeur des douanes.

. En 1979/80, Israël a pris le contrôle des zones vertes ou militaires, et nos bêtes qui s'y trouvaient ont été confisquées. Nous avons dû les racheter au gouvernement israélien.

. Les pâturages se réduisent du fait de ces zones interdites, et pour les contrôler sans présence militaire, les soldats et les colons laissent traîner dans les champs de petits objets (briquet, stylo) explosifs qui provoquent des handicaps.

. En 2013 Israël a commencé à utiliser du phosphore blanc qui brûle la peau.

. Du fait des check points, les bédouins ne peuvent plus vendre leurs produits à Jérusalem qui constituait leur principal débouché.

. Toute infraction aux règles édictées par Israël les fait passer devant un tribunal militaire qui condamne dans 98% des cas. Les séjours en prison causent un appauvrissement général qui les entraîne vers la misère.

. Certaines ONG donnent des bungalows. Mais les soldats israéliens les détruisent quand ils les interceptent. Entre 2010 et 2017, 550 bungalows ont été confisqués et détruits.

. Quand nous avons construit une école en utilisant des vieux pneus, nous avons reçu un ordre de démolition pas encore appliqué.

. Toutes nos demandes de permis de construire sont rejetées. Les colons voisins ont obtenu en 5 jours

l'autorisation de construire 82 maisons. Ils ont également construit une université.

. Notre village est situé entre Jérusalem et la vallée du Jourdain (zone C), et empêche la réalisation du Grand Israël de la Méditerranée à la Mer morte. Cette réalisation reviendrait à couper la Cisjordanie en deux à ce niveau, avec des possibilités de circulation encore réduites pour les Palestiniens qui ne pourraient plus aller de Ramallah à Bethléem par exemple.

. Tout nous est interdit ici, pas d'eau (utilisation de citernes mobiles), pas d'électricité (groupe électrogène et panneaux photovoltaïques), pas de services publics, contrairement aux colonies installées sur des terres volées.

. En 2013, nous avons construit un jardin d'enfant qui a été détruit par l'armée dès sa mise en service.

. En 2014, le consul d'Italie a offert des jouets aux enfants du village sous la caméra d'un drone. Les soldats n'ont pas attendu le départ du consul pour confisquer le camion et

son chargement. Notre avocat a porté plainte, mais sans effet.

Nous repartons avec le sentiment de les abandonner à une broyeuse.



Mosquée de Nabi MUSA (Moïse) – visite rapide de ce site proche de Jéricho qui est en cours de transformation en centre d'accueil.

Association de femmes à Al AZARIYA (Jérusalem Est)

Nous avons déjeuné (toujours copieusement comme le veut la tradition palestinienne) dans les locaux de cette association dirigée par une femme, mais dont le président monopolise la parole. L'association vient en aide aux familles pauvres confrontées au chômage en fournissant un travail de broderie à la maison aux femmes de bédouins, un travail de couture sur place pour monter les pièces de broderie, et du travail de cuisine pour fournir de la nourriture, des fournitures scolaires ou des kits d'hygiène à la population.

Le Mur

En face de nous, le mur coupe la route.

Sans le mur, nous serions à 10 mn à pied de la maison d'Abraham à Jérusalem Est, mais il nous faudrait 1 h en voiture pour y aller. Le mur sépare également les villages entourant Jérusalem de l'université Al Quds ; les étudiants doivent passer par les check points pour y accéder. Autre aspect dans la construction du mur, il est construit près des villages ou villes palestiniennes, en laissant un espace vide au-delà, afin de permettre l'extension future des colonies proches. Nous irons dormir ce soir à Bethléem.



Nous passons près de la partie du mur qui sépare cette ville de Jérusalem. Cette portion du mur est célèbre par les graffitis, peintures, slogans, etc. qui la recouvrent. C'est ici également que se trouve le Walled Off Hotel (Hôtel Banksy) qui fait l'objet d'une note particulière à la fin de ce compte rendu...





Mardi 9 octobre – Hébron (Al Khalil)

Nous quittons Bethlehem pour Hébron. Les panneaux indicateurs ne mentionnent que les noms des colonies. Les villes palestiniennes n'existent pas. Traversée du village de Beit Ummar avec son sinistre mirador en bordure de la route 60.

Visite d'Hébron

Nous commençons par la visite de l'atelier de verre soufflé qui existe depuis 350 ans et celui de céramique où tout le travail est fait manuellement.

Hébron est la plus grande ville de Cisjordanie en superficie et économiquement. Elle a la triste particularité d'être colonisée de l'intérieur. Cinq colonies sont implantées au sein même de la vieille ville et reliées entre elles par la rue Shuhada (rue des Martyrs). Cinq cents colons y vivent protégés par plus de 1 000 militaires.

Elle abrite le Tombeau des Patriarches où 500 repas (la soupe d'Abraham) sont confectionnés chaque jour pour la population et plus de 1 000 pendant le ramadan. En 1994, un colon extrémiste, Baruch Goldstein, tire sur la foule en prière, tue 29 Palestiniens et en blesse 200. Depuis ce massacre le mausolée a été divisé en deux, avec deux entrées différentes, une partie réservée aux juifs, l'autre, truffée de micros et de caméras, pour les musulmans. Comment dans ces conditions se recueillir en paix ?



Après la visite du mausolée, nous entrons dans la rue Shuhada qui relie le centre-ville à la vieille ville. Depuis 1994, elle est fermée à chaque extrémité par un check point. Nous effectuons la traversée de la rue sous la surveillance de militaires qui ne nous lâchent pas. Nous serons d'ailleurs importunés lorsque nous avons voulu repasser le check point et forcés de faire demi-tour et d'emprunter l'autre sortie. Puis ce fut Lina, notre guide, qui fut inquiétée par les militaires et qui eut à négocier et se justifier. Cet épisode nous fait prendre encore plus conscience de ce que vivent les Palestiniens, enfants compris, le sentiment d'humiliation et d'insécurité qu'ils peuvent ressentir.

Ce qui choque dans la rue Shuhada, c'est le nombre de magasins fermés ainsi que les drapeaux israéliens accrochés aux étages supérieurs des maisons et les étoiles de David peintes sur les portes. Une façon pour les Juifs de marquer leur territoire. Ce sont 400 boutiques qui ont été fermées sur ordre militaire, une décision prise à la va-vite et sans concertation avec les commerçants. Certains ont perdu toutes leurs marchandises. Ce fut un drame pour tous.



Face à la multiplication des check points, la construction de tours de contrôle, l'installation de caméras partout dans la ville et l'agressivité des colons, beaucoup de Palestiniens n'ont pas supporté et sont partis. Pour ceux qui résistent en restant, c'est beaucoup de souffrance. C'est le cas de la famille chez qui nous déjeunons. Ses conditions de vie sont si éprouvantes que le mari de Djamilia, notre hôtesse, a pris la décision de partir. Pour cette famille, l'humiliation est quotidienne. Ils subissent les attaques des colons (Djamilia a été si sauvagement frappée qu'elle a dû subir 7 opérations et a gardé des séquelles de ses blessures) ; la nuit la porte doit rester ouverte pour laisser le passage aux militaires qui veillent sur la sécurité des colons ; enfin ils ont dû tendre un grillage au-dessus de leur cour pour se protéger des ordures et autres projectiles jetés par les colons.

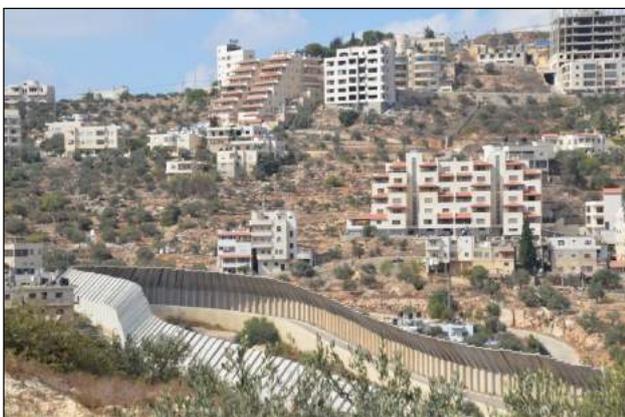
Youth against settlement (La jeunesse contre la colonisation)

Nous rencontrons Murad, agronome de la ville. Trente bénévoles ont créé cette association pour aider les familles. L'objectif est d'obtenir la fin de l'occupation et l'ouverture de la rue Shuhada. Leur combat est pacifiste. Ils aident les familles dans de nombreux domaines : réfection des maisons, récolte des olives, cours d'anglais, de dessin, de musique, connaissances des lois palestiniennes et internationales.... Malgré les menaces et les attaques de colons et des militaires, ils parviennent à rassembler plusieurs milliers de personnes dans les manifestations et à organiser chaque mois une grande fête pour les enfants.

Leur objectif est de faire cesser l'occupation par des méthodes non violentes. Ainsi, ils harcèlent les

militaires de façon à leur faire payer le prix de l'occupation. Par exemple, ils appellent à des manifestations sur les réseaux sociaux, puis restent chez eux, les militaires étant alors déployés dans toute la ville sans objet.

À la fin de la journée, nous avons fait une rapide visite à l'unique usine de keffiehs encore en activité en Palestine.



Israéliens sans voir les Palestiniens. Le mur coupe la vallée depuis 2013. Lors de sa construction, Israël a détruit une église romaine.

Issa nous montre des photos prises lors de l'arrachage des oliviers sur les terres de sa famille par les soldats. Nous allons jusqu'au monastère de Crémisan situé de l'autre côté du mur, une ouverture étant provisoirement aménagée en attendant que la justice statue sur des plaintes déposées par des paysans qui auraient été séparés de leurs terres. Mais l'issue ne fait guère de doute, ce passage sera fermé à plus ou moins brève échéance.

Village de Wadi Fukin

Le village est situé au fond d'une vallée. Derrière, le mur, sur la colline, la colonie de Betar Illit qui s'agrandit d'année en année et descendra bientôt jusqu'à la vallée. Il possédait 8 sources, dont 4 sont aujourd'hui tarées du fait de l'exploitation de la nappe par Israël, et l'interdiction pour eux de forer de nouveaux puits.

En 1948, le village a perdu la moitié de ses terres, se situant sur la ligne verte. Entre 1948 et 1956, le village a été détruit 3 fois. Entre 1956 et 1972, les soldats ont tué 11 paysans sur leurs terres.

En 1972, les villageois ont obtenu du tribunal le droit de revenir sur leurs terres, sur 350 ha (dont 300 en zone C) au lieu des 1 200 originels.



En 2016, Israël a confisqué 150 ha supplémentaires pour pouvoir agrandir Betar Ilit. Au sud, la connexion prévue avec Jérusalem encerclera totalement le village. La colonie abrite aujourd'hui 45 000 habitants contre 1 380 pour Wadi Fukin.

Le village résiste toutefois, nous explique Ibrahim, président de la coopérative agricole du village. Un plan de 10 ans est mis en place pour développer la vallée.

- Changement des méthodes d'irrigation pour consommer moins
- Création de bassins de rétention
- Entretien des chemins et remembrement
- Plantation d'oliviers.
- Conversion au bio
- Construction d'un terrain de jeu pour les enfants.



Ibrahim nous explique qu'en 1967, une ancienne loi ottomane sur les terres non enregistrées a été remise en service. Ces terres non enregistrées sont supposées n'appartenir à personne, et reviennent à l'État (d'Israël bien sûr), alors que les propriétaires agissaient ainsi pour payer moins d'impôts.

Village de Battir



Ce village a été classé au patrimoine mondial grâce à des caractéristiques particulières :

- Terrasses en pierre sèche
- Système d'irrigation hérité des romains.
- Bassin romain

Ce classement a permis d'éviter la construction du mur au fond de la vallée, mais pour combien de temps ce trou dans le mur va t'il subsister ?

Les habitants mènent des projets pour conserver ce classement : chemins de randonnée ; location de VTT ; restaurant.

Conclusion après avoir visité BATTIR : A la vue de ces paysages de la Palestine historique, on voit à quel point Israël a détruit le pays aussi sur le plan visuel, avec le mur et les colonies totalement hors du style de la région.

Jeudi 11 octobre – Jérusalem

Rencontre avec Civic Coalition for Palestinian Rights in Jerusalem représentée par Zakaria Odeh

À Jérusalem, on ne parle plus d'occupation, mais d'annexion, officiellement revendiquée ici par Israël, alors que, dans le reste de la Cisjordanie, l'annexion n'est pas (encore) revendiquée.

- Nous sommes des résidents sur notre propre terre, mais pas des citoyens.
- 75 000 palestiniens ont été expulsés de Jérusalem-ouest à Jérusalem-est et 40 villages détruits en 1967.

- Les colonies sont entourées d'une zone de "sécurité" pouvant être 3 fois plus grande que la colonie, ce qui lui laisse de la place pour s'étendre.

La construction du mur à Jérusalem qui délimite la ville, a permis de sortir 130 000 arabes de la ville, mais il en reste encore 40% environ sachant que

l'objectif d'Israël est d'arriver à un pourcentage ne dépassant pas 20%.

Illustration de ceci avec le village de Silwan, voisin de la vieille ville où 88 maisons pour 130 familles sont menacées de destruction pour faire place au parc archéologique "Cité de David".

Israël n'a aucune considération pour les besoins des palestiniens, au niveau de l'habitat, des services, des déplacements, etc.

Les Palestiniens obtiennent difficilement de permis de construire, une demande pouvant coûter jusqu'à 4 000 \$ et durer plusieurs années. De ce fait, par découragement, ils construisent sans demander l'autorisation, avec le risque d'une destruction le jour où Israël le décidera.

Dans Jérusalem, 78% des palestiniens vivent en dessous du seuil de pauvreté. Les citoyens israéliens sont propriétaires des maisons que l'Etat leur a données ou vendues, mais la terre appartient toujours au Fonds National Juif, qui contrôle ainsi que les palestiniens ne puissent pas acheter n'importe où.



Les Palestiniens de Jérusalem sont tous identifiés par une carte à puce qu'ils doivent porter sur eux, cette carte contenant des informations sur leurs déplacements, et ceux de tous les membres de leur famille. Cette carte peut être retirée à diverses occasions, par exemple si un Palestinien résidant à Jérusalem se fait naturaliser dans un autre pays. Tout possesseur de cette carte doit chaque année justifier de sa présence et de son activité à Jérusalem, sous peine de se la voir retirer. 15 000 personnes ont à ce jour été privées de leur carte d'identification.

De même, lors d'un mariage avec un résident palestinien de Jérusalem, son conjoint ne pourra bénéficier d'une mesure de regroupement familial qu'après de longues années d'attente (10 ans parfois). La cour suprême a bloqué le regroupement familial en 2002, et ne l'a rétabli suite à des recours que dans des cas très précis, par exemple le mari doit avoir plus de 35 ans et la femme plus de 25 ans.



12 000 enfants nés de couples mixtes (1 résident de Jérusalem, l'autre non) n'ont pas d'existence officielle.

Dans les écoles, les règles qui s'appliquent aux programmes sont très strictes et interdisent par exemple à un professeur de parler de la Nakba sous peine de prison jusqu'à 2 ans. Aucune trace de la Palestine ne doit émerger dans l'Etat des juifs. Seules subsistent quelques mentions de minorités telles que les Druzes.

Le budget de la ville de Jérusalem est réservé en grande partie aux quartiers juifs qui s'arrogent 90% du total, alors qu'ils représentent à ce jour 60% de la population de la ville, et que 35% du budget est alimenté par les impôts payés par les quartiers palestiniens. Après la présentation en salle, nous reprenons le bus pour faire une visite guidée par Zakaria des colonies et des quartiers palestiniens menacés de Jérusalem-est

- Colonie Neve Ya'akov ; le mur est construit près des villages palestiniens, loin des limites de la colonie.
- Mont Scopus
- Al Isawiya, qu'Israël peut isoler simplement en fermant 2 portes.

Sheikh Jarrah Des familles de colons réclament la propriété des maisons en vertu de titres datant de 1886. 12 familles ont été chassées. Visite d'une maison dont la partie sur la rue est occupée par de jeunes colons depuis 2009, qui ne sont là que pour occuper le terrain et rendre la vie impossible à la famille dans la partie qui leur reste.

Rendez-vous au Consulat Général de France à Jérusalem (quelques fragments).

Nous sommes reçus par le consul Pierre Cochard. La situation a radicalement changé depuis l'élection de Trump. L'Autorité Palestinienne a joué le jeu, mais ses espoirs ont été rapidement douchés. L'AP a durci le ton envers les USA, mais son poids s'affaiblit. 70% des palestiniens souhaitent que Abbas démissionne. Après son passage récent à Khan Al Ahmar, il pense que la destruction n'est qu'une question de jours. Concernant Gaza, l'AP versait 115 M\$ par mois, mais ne veut plus payer pour un territoire sur lequel elle n'a aucun pouvoir. Pour l'UNWRA, la France fait passer sa participation de 8 à 12 M€, et donnera 20 M€ en 2019 pour compenser (?) la défection des USA.

surréaliste, rempli de créations artistiques qui détournent la réalité et les objets de l'occupation israélienne pour mieux la dénoncer. Le tout dans un décor de style rococo époque la Palestine sous mandat britannique. D'ailleurs, la visite du musée à l'intérieur de l'hôtel (à faire vraiment !) est introduite par un mannequin du sinistre Balfour en train de signer sa fameuse déclaration de 1917...

Il n'est pas dans notre propos de trancher la discussion sur la démarche de Banksy, mais le fait est qu'il a su créer un lieu à la fois touristique et respectueux du combat et de la résistance du peuple palestinien. Pour prolonger la réflexion, nous vous proposons un lien sur un article de Jonathan Cook paru le 21 décembre dans The National repris par l'Agence Média Palestine.

<http://www.agencemediapalestine.fr/blog/2018/12/26/>



Bethlehem : The Walled Off Hotel

Certain-es d'entre nous sont restés une journée de plus à Bethlehem. L'occasion de visiter The Walled Off Hotel créé par l'artiste Banksy en mars 2017. Artiste de rue anonyme, graffeur au talent évident, provocateur militant, son projet d'hôtel au pied du mur avait fait polémique à l'époque. Certain-es trouvaient en effet plutôt contradictoire, voire immoral, le fait de faire de l'argent grâce à la colonisation de la Palestine sous prétexte de mieux la dénoncer. D'autres, tout en reconnaissant l'aspect subversif et honnête de l'artiste craignaient quand même que par son installation il ne légitime de fait l'existence du mur en le transformant en "œuvre d'art"...

Le mieux pour celles et ceux qui font le voyage jusqu'à Bethlehem est encore de ne pas rester bloquer devant la porte avec des aprioris, mais de pénétrer à l'intérieur de ce lieu totalement surprenant pour se faire eux-mêmes un avis. Pour notre part, c'est l'option que nous avons prise et nous n'avons pas regretté. Le lieu est déroutant,

Ce compte rendu, rédigé collectivement par les membres de la mission 2018, a comme principale ambition de donner envie à d'autres (adhérent-es de l'AFPS ou pas) de voyager en Palestine occupée pour se rendre compte par eux-mêmes de la situation vécue par le peuple palestinien et de la nécessité de développer un mouvement de solidarité encore plus fort...

